



# Inter-Peuples

**Mai 1968 - Mai 2018**  
**La lutte continue !**

## Sommaire

ÉDITO	
Mai 68...	p. 2
Mai 2018...	p. 3
COMMUNIQUÉ	
Notre Dame Des Landes...	p. 4
AGENDA	p. 5
NOS MOBILISATIONS	
Pour la gratuité des transports publics	p. 6
Pour le retrait de la loi Collomb...	
HEXAGONAL	
Actualités du système pénitentiaire	p. 7
INTERNATIONAL	
Où va le Brésil ?	p. 9
La Catalogne toujours sous tutelle	p.10
VOYAGER AUTREMENT	
La BatukaVI...	p.12
CULTURES	
Exarcheia...	p.13
NOS PARTENAIRES	
Point d'eau	p.15
NOUS AVONS AIMÉ	p.16

## Exarcheia : au cœur de la Grèce qui résiste



Le Comité Traite négrière /  
Esclavage  
organise à Grenoble

### Les 14èmes rencontres sur la traite négrière et l'esclavage 10 mai - 2 juin 2018

Commémoration,  
Marche aux tambours  
Conférences,  
Musique, quiz  
Témoignages,  
Débats, projections  
Rencontres interactives



# Éditorial

## Mai 68 : ces combats qui sont toujours les nôtres

*Mai 1968 - Mai 2018 : requiem ou renaissance ? Ni nostalgie ni canonisation des révoltes, des valeurs, des slogans de Mai 68 qu'on pourrait être tenté de faire entrer dans le panthéon mémoriel français. On assiste au contraire à un retour inquiétant de l'autorité marqué entre autres par un État policier que l'état d'urgence a doté de pouvoirs de surveillance et de répression exorbitants, précisément ce contre quoi se battaient les soixante-huitards. L'anticapitalisme et l'aspiration à une société plus égalitaire ? Hélas ! le capitalisme sauvage prospère jusque dans les anciens bastions du communisme (Chine et Russie) et les inégalités sociales et financières n'ont jamais été aussi élevées. L'impérialisme, non seulement étatsunien, triomphe, charriant avec lui les "valeurs" d'hyper-individualisme, de néolibéralisme, de consumérisme. Quant à la guerre - les soixante-huitards s'opposaient alors avec une partie de la jeunesse nord-américaine et les Blacks Panthers à la guerre du Vietnam - elle est présente sur presque tous les continents et les ventes d'armes prospères.*

*Mai 68 était aussi un mouvement anti-technocratique, anti-élitiste et anti-bureaucratique. Or, la bureaucratie n'a pas disparu et la France est régie par un gouvernement de "technos", d'experts et de conseillers issus pour la plupart du moule intangible de l'ENA. Mai 68 fut évidemment un puissant mouvement social débouchant sur les accords de Grenelle. Cinquante ans plus tard, la loi travail de l'ex-ministre El Khomri puis le détricotage actuel du Code du Travail enterrent - provisoirement ? - les avancées sociales de juin 1968. Mai 68 fut, enfin, un mouvement politique et culturel libertaire charriant avec lui de puissantes revendications, qu'elles soient féministes, écologiques, éducatives... Mais qu'il est triste de constater que malgré les **avances** du féminisme il a fallu attendre l'affaire Weinstein pour que la parole des femmes harcelées, maltraitées, violées commence à se libérer. L'écologie progresse certes dans les esprits, mais les accords de Paris de 2015 ne seront pas respectés et la planète n'a jamais été aussi polluée et dévastée.*

*Est-ce à dire que notre époque serait devenue profondément réactionnaire ? Le débat est ouvert. Des éclaircies significatives et encourageantes en ce printemps 2018 : la lutte exemplaire des cheminots pour s'opposer à la destruction d'un système ferroviaire public, celle des étudiants et des enseignants contre toute une logique sélective, sans oublier celle des soignants - médecins, infirmiers et infirmières, aide-soignant.e.s - contre une véritable destruction du système hospitalier public ou encore de nombreux citoyens et citoyennes qui s'opposent à toute une politique inhumaine en matière d'accueil des migrant.e.s et d'externalisation de ces migrant.e.s repoussé.e.s loin de l'Europe et "confié.e.s" à la Turquie ou à la Libye dans des conditions d'entassement et d'exploitation terrifiantes. Si les grilles de lecture des années 68 sont en partie obsolètes, les valeurs que nous défendons - de liberté, de justice sociale, d'égalité des droits, de solidarité - sont toujours et profondément celles de Mai 68. Il s'agit moins de fêter Mai 68 que d'être fidèles au souffle libertaire et solidaire qui doit nous porter, nous dynamiser pour nous opposer à tant de destruction et de barbarie et construire un tout autre monde, solidaire, égalitaire, durable...*

Inter-Peuples

Publication mensuelle  
du CIIP

Maison des Associations  
6, rue Berthe de Boissieux  
38 000 GRENOBLE  
Bureau 114  
Tel : 04.76.87.59.79  
Courriel : [ciip@orange.fr](mailto:ciip@orange.fr)  
Site web : [www.ciip.fr](http://www.ciip.fr)

PERMANENCES DU CIIP  
Mardi au vendredi, 13h30-18h

CREDITCOOP GRENOBLE  
n°41020019703

ISSN: 0999-7830  
Commission paritaire  
n° 0522G86569

Directeur de publication

Jo BRIANT

Rédaction

Jo BRIANT

Catherine GRUNWALD

Marc OLLIVIER

Olivier POTET

Philippe SAVOYE

Roseline VACHETTA

Maquettiste

Catherine GRUNWALD

Créé en mai 1980, le CIIP est un centre d'information, de documentation, de solidarité interculturelle et internationale qui a pour objectifs essentiels :

- **Faire mieux connaître** les réalités, les cultures, les droits des peuples et des minorités des cinq continents (y compris en France)
- **Lutter** contre les atteintes aux Droits de l'Homme et des Peuples, contre toutes les formes de racisme et de domination.
- **Promouvoir** un monde solidaire et durable, sans famines, sans guerres, sans oppression.

Réseau associatif de près de 80 lieux dans toute la France **Ritimo** a pour objectif d'informer le public pour **renforcer la solidarité internationale**. Ses membres rendent accessible et diffusent une information spécialisée sur les causes du mal développement, les inégalités Nord Sud, les droits de l'Homme. Ils veulent participer à la modification de nos choix de développement et **agir pour une autre mondialisation**.

Imprimerie Euro'Prim  
47, Avenue Alsace Lorraine  
38000 GRENOBLE

Papier recyclé

## Mai 2018 : quelle autre société voulons nous ?

**L**es projets d'Emmanuel Macron sont partout contestés : Aujourd'hui en France, la crise sociale est profonde, l'état d'esprit de la population de plus en plus lucide et les enjeux de société véritablement révolutionnaires.

C'est la crise générée par la politique néolibérale orchestrée par les dirigeants actuels de l'Union européenne et dans le monde entier qui a levé le rideau : les projets macroniens sont tous inspirés par ce terreau idéologique et menacent l'équilibre des institutions construites depuis la seconde guerre mondiale.

Ces projets sont donc destructifs, comme on le voit dans le cas exemplaire de Notre Dame des Landes, où Macron envoie 2 500 gendarmes pour détruire les constructions de 200 "zadistes" qui expérimentent d'autres façons de vivre ensemble, de produire et d'échanger. Les ravages provoqués par de tels programmes dans notre société peuvent se mesurer par le nombre et la détermination des conflits sociaux en cours : avec les retraités, dans les hôpitaux, les EHPADS, la Poste, les institutions judiciaires, dans toute la Fonction Publique menacée d'un plan de 120 000 licenciements, à Air France et à Carrefour, etc. et bien sûr à la SNCF qui par son poids dans la vie des citoyens fédère autour de la grève des cheminots les protestations multiples d'un peuple qui s'appauvrit, souffre du chômage, de la précarisation massive des emplois et cherche à comprendre les racines de cette politique d'austérité et de saccage des services publics.

Nous voyons que Macron et ses ministres se refusent à entendre les protestations des travailleurs, de la jeunesse et des masses populaires. Nos gouvernants prétendent "aller jusqu'au bout" de leurs pseudo "réformes" qui ne sont que des confiscations et des accaparements en faveur des plus riches. Mais leurs méthodes de "passage en force" ne font que refléter la faiblesse de leur base sociale car la majorité absolue des "en marche" à l'Assemblée nationale est trompeuse : Macron n'a été élu que par une minorité du corps électoral (43% des inscrits au 2<sup>ème</sup> tour) et il faut retirer de son score le vote des électeurs désireux surtout de s'opposer à Marine Le Pen. Du coup, n'ont vraiment voté pour les projets de Macron que le quart ou même le cinquième des électeurs inscrits.

Nous, citoyens français de 2018, sommes donc les acteurs d'un affrontement très profond entre deux orientations politiques inconciliables. Pour notre part, au CIIP :

⇒ **Nous voulons** des services publics appartenant aux citoyens et gérés collectivement au profit du bien commun, **et non** livrés aux intérêts privés et

soumis à la loi de la concurrence et du profit individuel. C'est à dire dans l'éducation, les universités, la justice, les forces de l'ordre, la poste, les réseaux sociaux et naturellement dans le système ferroviaire, acteur-clé de l'égalité entre les citoyens et outil privilégié pour l'aménagement du territoire.

⇒ **Nous voulons également** des institutions et des moyens publics pour réguler l'industrie et le commerce international de la France en faveur du bien commun de ses citoyens, **et non** pour abandonner aux dérives des marchés internationaux de capitaux privés, de biens et de services.

**En particulier nous ne voulons plus** que la France vende des armes aux dictateurs, surtout lorsqu'ils s'en servent pour massacrer des populations civiles par milliers comme le roi Salmane d'Arabie Saoudite le fait au Yémen.

⇒ **Nous voulons enfin** prendre au sérieux la défense de l'environnement et le contrôle du réchauffement climatique en sortant définitivement des énergies nucléaires et carbonées et en régulant strictement les activités économiques qui participent aux désastres écologiques (pollutions, affaiblissement de la biodiversité, etc.) ; **et non** l'obstination de nos gouvernants à maintenir et même augmenter les centrales nucléaires, à multiplier les traités de libre-échange qui sont de véritables étouffoirs des petits producteurs et des activités favorables à la défense de l'environnement.

Nous voyons les organisations syndicales et de nombreux partis et associations manifester leur volonté d'agir pour le changement radical d'orientation dont la France a besoin pour rester fidèle à ses principes républicains (liberté, égalité, fraternité). Les rassemblements unitaires se multiplient sous divers mots d'ordre "Stop Macron le 14 avril", "journée interprofessionnelle de grève le 19 avril", "Fête à Macron le 5 mai" ou "Pour les services publics le 22 mai" à l'occasion desquels de grandes masses de citoyens manifestent ou vont manifester leur volonté de changement. Nous sommes solidaires de ces mouvements. Il s'agit d'une volonté populaire pleinement consciente de ses aspirations républicaines, décidée à "dégager" les partisans d'une petite minorité de très riches qui s'accrochent désespérément aux principes dépassés et dangereux pour tout le monde de l'idéologie néolibérale. Une volonté populaire décidée à œuvrer pour une autre société basée sur une vraie démocratie et la recherche du bien commun, sur une économie écologiquement saine et durable, et sur une politique de solidarité et de coopération avec les autres peuples.

Marc Ollivier



## **Notre Dame des Landes : Non aux expulsions et aux destructions Oui à ce projet collectif solidaire et durable**

**L**e Centre d'Information Inter-Peuples affirme avec force sa totale solidarité avec les centaines de personnes installées depuis de nombreuses années à Notre Dame des Landes, là où devait s'implanter un immense aéroport en remplacement de l'actuel aéroport de Nantes, qui expérimentent des expériences novatrices, alternatives, respectueuses des écosystèmes, de développement, d'agriculture durable. Et ce sur une base collective, solidaire, souvent autogestionnaire. Nous dénonçons la politique de la "terre brûlée" du gouvernement Macron qui a osé envoyer 2 500 gardes mobiles casqués et équipés de boucliers qui n'ont pas hésité à partir du 9 avril – à coups de gaz lacrymogène - à s'avancer coude à coude pour chasser brutalement les occupants de la ZAD et détruire d'abord le lieu symbolique - la bergerie des 100 Noms - et de nombreuses constructions, fermes, lieux collectifs. En cherchant à tuer l'espoir, à détruire tout l'avenir qui était en train de se construire.

Avec les habitants de la ZAD et de nombreuses organisations nous dénonçons vigoureusement cette démarche consistant à mettre un coup de couteau sous la gorge des habitants encore non encore expulsés, en enjoignant à tous les occupants d'accepter un modèle de régularisation purement individuel qui opérerait un tri inacceptable entre eux. Alors que sur la ZAD solidarité et dimension collective sont expérimentées chaque jour et sont un des piliers de projets de vie. Une écoute honnête et réelle quant à cette dimension collective du projet porté pour l'avenir de la ZAD est essentielle. Une place doit être laissée à toutes ces activités qui ont un caractère agricole, mais aussi artisanale, culturelle, sociale, ainsi qu'à l'ensemble des habitats. C'est ce maillage d'activités qui fait la richesse de ce lieu exceptionnel, un espace rural vivant, un lieu expérimental, à cultiver, une singularité à préserver.

Nous ne pouvons pas croire que le gouvernement s'enferme définitivement dans une logique martiale, brutale, destructrice, en méprisant le soutien non seulement local mais aussi national et même international dont bénéficie cette expérience.

Avec les habitants de la ZAD, nous demandons, exigeons que les autorités (gouvernement, préfète...) :

- retirent le dispositif militaire pour permettre des discussions apaisées
- laissent la porte ouverte aux projets de prise en charge collective des terres de la ZAD par celles et ceux qui l'habitent

Ce gouvernement doit enfin admettre que d'autres modèles de schémas sociétaux sont souhaitables et possibles. Que des projets d'agriculture innovants et durables sont à expérimenter et que la répression aveugle ne peut avoir de place dans une société équilibrée et démocratique.

Le Conseil d'Administration du CIIP  
23 avril 2018

# Agenda

<u>QUAND ?</u>	<u>OÙ ?</u>	<u>QUOI ?</u>
<b>1<sup>er</sup> Mai 10H</b>	<i>Place de la Gare jusqu'à Anneau de Vitesse</i>	<u>Fête internationale du Travail</u> : à l'appel des syndicats UD CGT, Solidaires, FSU... défilé suivi d'animations à l'Anneau de Vitesse (12h-16h), prises de parole, stands, musique
<b>Samedi 5 14H30</b>	<i>Place Félix Poulat Grenoble</i>	<u>Rassemblement</u> suivi probablement d'une Marche en soutien aux Kurdes massacrés au Nord de la Syrie par l'armée turque d'Erdogan. Org. AIAK (Asso.iséroise des Amis des Kurdes) - Soutien CIIP
<b>Mardi 8 18H</b>	<b><i>Devant Mairie de Fontaine 89 Mail Marcel Cachin</i></b>	<b><u>NOTRE 1<sup>er</sup> COUP DE COEUR</u> : Rassemblement/cérémonie en mémoire des milliers d'Algériens massacrés le 8 mai 1945 à Sétif, Guelma, Kherrata, à l'appel du Collectif 17 octobre 1961. Prise de parole, dépôt de gerbe, apposition d'une plaque, pot...</b>
<b>Du 10 mai au 2 juin</b>	<b><i>Lieux divers (Grenoble)</i></b>	<b><u>Notre 2<sup>ème</sup> COUP DE COEUR</u> : 14<sup>e</sup> Rencontres Traite Négrière-Esclavage. Jeudi 10 : 10H-Place Félix Poulat : Rassemblement suivi d'une Marche aux Tambours- 11H - Parvis des Droits de l'Homme : Cérémonie, danses, lecture textes, discours, dépôt de gerbe, Buffet-buvette. Org. CTNE (Comité Traite Négrière Esclavage)</b>
<b>Lundi 14</b>	<i>Salle Juliet Berto Grenoble</i>	<u>Film</u> : "La terre parle arabe" de Maryse Gargour en présence de Sandrine Mansour, historienne. Org. AFPS
<b>Mercredi 16 18H30</b>	<i>Maison des Associations Grenoble (salle 319)</i>	<u>Apéro-débat</u> : "Sexualité et esclavage", avec Milo Vouimba, gardien de la mémoire de l'esclavage, membre du CTNE
<b>Vendredi 18 17H</b>	<b><i>Félix Poulat Grenoble</i></b>	<b><u>Notre 3<sup>o</sup> COUP DE COEUR</u> : Rassemblement et Marche en mémoire de la Nakba (l'expulsion forcée de 700 000 Palestiniens en 1948. Org. AFPS et Collectif isérois pour la Palestine.</b>
<b>Vendredi 18 20H</b>	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Meeting</u> : "La Voix du peuple catalan" Solidarité avec le peuple catalan. Org. Casal Catala et Comité Isère contre la Répression et pour la République en Catalogne
<b>Samedi 19 14H-17H30</b>	<b><i>Maison des Associations Grenoble</i></b>	<b><u>Notre 4<sup>ème</sup> COUP DE COEUR</u> : "Mai 68 : Quel héritage ? Quelle actualité ? La lutte continue", avec Denis Sieffert, Anne Dalmasso, Franck Gaudichaud, Karel Kostal, Pierre Saccoman. Org. Nombreuses orgas politiques, soutien du CIIP.</b>
<b>Mardi 22 19H</b>	<i>MNEI 5 place Bir Hakeim Grenoble</i>	<u>Esclavage et musique</u> Découvrir les musiques héritées ou s'inspirant de l'esclavage. Avec Milo Vouimba, artiste, membre du CTNE
<b>Samedi 26 14H-20H30</b>	<i>Salle 150 90, galerie Arlequin Grenoble</i>	<b>"LUMIERES NOIRES"</b> Portraits de femmes noires : de l'esclavage à la libération, réflexions avec Josée et Diane du Réseau des femmes afro-descendantes de Lyon. 17H30 : scène lumières noires, partage convivial autour d'un buffet froid.
<b>Samedi 26 14H</b>	<i>Maison des Associations Grenoble</i>	<u>Rencontre</u> avec Eric Toussaint auteur de "Système Dette : Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation". Org. Amis du Monde diplo et CADTM 38. Soutien CIIP
<b>Dimanche 27 11H-18H</b>	<i>Jardin de Ville Grenoble</i>	<u>Etats généraux des Migrations</u> : témoignages, prise de parole, débats, nombreux stands, musique... Org : Migrants Isère, CISEM, Associations Unies Isère

## 6 avril : Rassemblement pour l'extension et la gratuité des transports publics

Le Collectif pour la gratuité des transports publics de l'agglomération grenobloise, composé d'une quinzaine d'organisations (cf. site : <http://gratuite-transport.ouvaton.org/>), a appelé à un Rassemblement le 6 avril dernier devant Le forum (METRO)- 3 rue Malakoff- Grenoble. Dans leur texte d'appel on pouvait lire : "Assurer, développer la mobilité non polluante dans la Métro et dans la grande région grenobloise est un impératif social, sanitaire autant qu'écologique". Contre les insupportables bouchons routiers, l'accroissement continu de la circulation routière engendre inéluctablement de nouvelles saturations, un accroissement de la pollution avec ses conséquences sanitaires (100 morts prématurés par an dans l'agglomération). Et de conclu-

re : "La gratuité, une utopie ? NON, mais une avancée écologique, sociale, sanitaire, et pour toutes et tous, une marche vers l'égalité et la liberté !".



Michel Szempruch, porte-parole du collectif pour la gratuité des transports publics. © Joël Kermabon – Place Grénet

## Pour le retrait de la loi Collomb (asile et immigration), contre le délit de solidarité, contre les expulsions en fin de trêve hivernale : intenses mobilisations



Une vingtaine d'association, syndicats, réseaux et collectifs étudiants a pris part à la manifestation contre le projet de loi Asile et immigration, le 14 avril 2018  
Photo Dauphiné Libéré, 15/04/18

Tout au long du mois d'avril se sont succédé de nombreuses mobilisations en solidarité avec les migrants. Point culminant de ces mobilisations : samedi 14 avril, 300 personnes- à l'appel de la CI-SEM (Coordination iséroise de solidarité avec les étrangers migrants) - se sont retrouvées Place Félix Poulat et ont marché jusqu'à la Place de Verdun pour dire Non au projet de loi Asile et Immigration (hélas ! adopté en première lecture depuis par l'Assemblée Nationale). De nombreux points de cette Loi ont été dénoncés dont la "philosophie"- mortelle - peut-être résumée ainsi :

1. Empêcher au maximum les migrants candidats d'arriver jusqu'à la France en payant - dans un cadre européen - des pays comme la Turquie, la Lybie, la Bulgarie pour qu'ils retiennent et enferment ces migrants.
2. Rendre de plus en plus accélérées et dissuasives les démarches de demande d'asile et de séjour
3. Expulser le maximum de migrants déboutés (passer de 35 000 expulsions à 50 voire 60 000 expulsions !).

Une loi liberticide, discriminatoire, extrêmement violente, totalement inacceptable. La veille, le 13 avril, le syndicat des Avocats de France, le Syndicat de la Magistrature et la Ligue des Droits de l'Homme ont organisé un débat sur le délit de solidarité, "délit" qui criminalise l'action solidaire des citoyen.ne.s qui se portent au secours, dans les Alpes Maritimes ou encore dans les Hautes Alpes, des migrants en perdition.

Enfin, autre mobilisation, celle de nombreux Grenoblois pour empêcher que les centaines de personnes - migrantes ou non - hébergées jusqu'au 31 mars dans le cadre de l'Hébergement hivernal - soient mises à la rue. Aux dernières nouvelles- suite à forte mobilisation- le pire a été évité. Même si la "solution" hébergement dans des chambres d'hôtel - est très loin d'être satisfaisante..

## Actualités du système pénitentiaire : Cours des évènements, discours sécuritaires et persistance des répressions

### Evolution récente

L'année 2017 le laissait prévoir : la tension monte toujours au fil des décennies avec des chiffres d'incarcération en hausse constante depuis 30 ans. Le nombre de personnes en détention ou sur surveillance électronique a doublé depuis 1980 passant de 40 000 à plus de 80 000 selon les mois de l'année (20 500 prévenus, 48 000 personnes condamnées en détention, 11 800 personnes écrouées sous bracelet électronique en l'été 2017). Bien entendu "la capacité opérationnelle d'accueil" n'a pas suivi et reste inférieure à 60 000 places effectives, moins encore pour les effectifs du personnel : "gardiens" qu'il faut maintenant appeler surveillants, conseillers à la probation et à l'insertion, cadres et personnels administratifs, d'où les tensions croissantes régulièrement constatées au cours de ces trente dernières années peu glorieuses sur ce point malgré les alertes successives et le défenseur des droits puis "contrôleur général des lieux de privation de liberté" poste occupé par M. Jean-Marie Delarue nommé en 2007 puis actuellement par Mme Adeline Hazan. Celle-ci précise bien dans son dernier rapport annuel : "en 30 ans on a multiplié le nombre de cellules par 2 et on n'a jamais eu une surpopulation aussi forte". De même Mme Delphine Colin, secrétaire du syndicat des personnels d'insertion : "plus tu construis, plus tu remplis et moins tu travailles sur la réinsertion".

En effet les juges correctionnels, contrairement aux accusations de laxisme, ont prononcé pour l'année 2016 le chiffre record de 90 000 années de prison ferme (donc sans compter les peines prononcées en Assises) chiffre dont la hausse constante s'explique au 2/3 par l'accroissement du nombre de condamnations - bien supérieur à l'accroissement démographique de la population - et au 1/3 par l'augmentation de la durée moyenne des peines fermes. (sources : étude du Ministère de la Justice citée par Le Monde du 10/01/2018).

### 2018 année catastrophe

**Fin 2017 une trentaine de députés vont visiter les prisons** généralement en prévenant les Directeurs des Etablissements – ce qu'ils ne sont nullement tenus de faire – en vue de préparer des groupes de travail sur les conditions de détention pour formuler des recommandations dans le cadre du projet de la loi de programmation que le gouvernement prépare

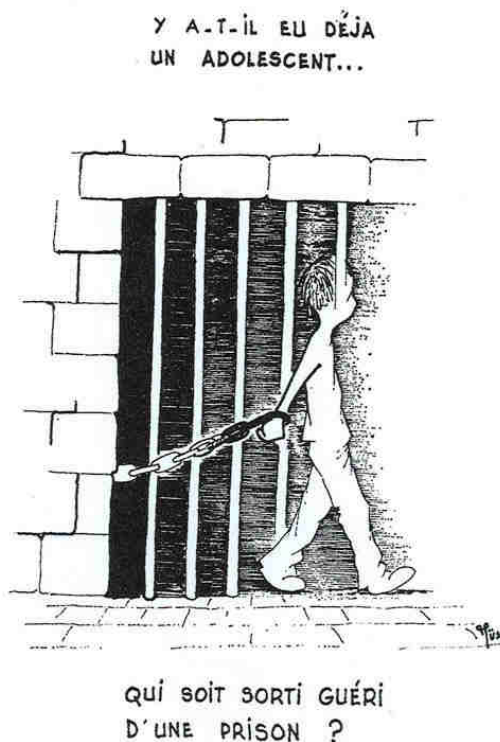
pour 2018, en particulier pour préciser le programme de construction de 15 000 places supplémentaires décidé sous le gouvernement précédent.

**Lundi 8 janvier 2018** la commission des lois de l'Assemblée met en place 4 groupes de travail sur les 4 thèmes jugés pertinents :

- La prise en charge psychiatrique des détenus.
- Les activités économiques en prison.
- Les liens avec l'environnement des établissements.
- La modulation éventuelle des niveaux de sécurité.

A noter que depuis fort longtemps l'Assemblée Nationale a dénoncé les prisons comme "la Honte de la République" (titre du rapport signé Louis Mermaz en 2000) et la France elle-même est régulièrement condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour traitement indigne et inhumain des personnes détenues.

Depuis fort longtemps également il est reconnu par toutes les instances que 30% des détenus souffrent de troubles psychiques et que 20% au moins ont des pathologies si évidentes qu'ils n'auraient "rien à faire en prison" selon les termes de l'actuel Président de la République.



Vers un monde sans prison  
Source : Le Cri

<http://associationlecri.blogspot.fr/>



## Prisons

... / ...

**Jeudi 11 janvier 2018 à la prison de Vendin le Vieil (Pas de Calais)** commence une série d'agressions contre des surveillants qui se poursuivent à Mont de Marsan (Landes) puis à Tarascon (Bouches du Rhône), certaines étant supposées provenir d'islamistes "radicalisés". A noter que ce n'est nullement un fait nouveau : 4070 agressions de ce type ont été dénombrées en 2015 et 7 prises d'otages la même année. Il est bon de se rappeler que la violence s'exerce aussi directement entre personnes détenues : 8425 agressions recensées la même année. On peut d'ailleurs supposer que beaucoup d'agressions ne sont pas déclarées compte-tenu du climat permanent de tension. Et bien entendu ce sont dans les maisons d'arrêt (courtes peines et préventives) que les violences sont le plus fréquentes sachant que certaines atteignent des taux de surpopulation dépassant 200% et que, de plus, de nombreux postes de surveillants ne sont pas pourvus ou remplacés en cas d'absence.

Pendant plusieurs semaines près d'une centaine d'établissements (sur environ 300 répertoriés en France) vont connaître des mouvements de "blocage", débrayage symbolique de courte durée mais aux conséquences lourdes pour la vie des personnes détenues et de leurs familles : suppression des parloirs, annulation des transferts (donc allongement des délais de procédures ou d'accès aux soins), arrêt des activités économiques, sportives, culturelles...

### Où en sommes-nous ? Quelles perspectives ?

A l'approche de l'été, période maximale de tension, la recherche de solutions à court et moyen termes et "en même temps" le maintien de postures et discours de fermeté nous laissent à penser que tout devrait changer... pour que rien ne change. La France fait partie des 6 à 8 pays - sur les 42 membres du Conseil de l'Europe - pointés régulièrement comme incapables d'assurer une gestion de la politique pénale respectueuse des droits humains ni même de garantir la sécurité des personnes détenues, en particulier avec les reports de 5 ans en 5 ans de l'engagement de l'encellulement individuel.

**Selon le discours du 6 mars 2018** tenu par le chef de l'Etat aux élèves et stagiaires de l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire à Agen, c'est bien à grand regret qu'il faudrait réduire l'objectif de 15 000 places supplémentaires parce que c'est matériellement impossible pour les 5 ans à venir... raison de plus pour rechercher les alternatives à l'incarcération... mais "en même temps" on ne recherchera plus l'aménagement des peines que pour les



Héloïse Mazallon : Affiche Le labyrinthe pour l'Observatoire International des Prisons - Source : [www.heloisemazallon.com/oip.html](http://www.heloisemazallon.com/oip.html)

condamnations inférieures à 1 an (au lieu de 2 actuellement)... donc "en même temps" on s'interdira les peines fermes très courtes inférieures à 1 mois (il n'y en a presque aucune actuellement...) : voilà le balancement circonspect que l'on apprend à l'ENA mais pas de quoi changer la donne alors que dans beaucoup de pays européens on commence à reconverter les prisons et à redéfinir des espaces de sanctions pénales non fermés (cf. la revue mensuelle Dedans- Dehors de l'OIP, n° 93 d'octobre 2016).

**Alors quelles perspectives ?** "Un progressisme de droite" propose Mme Valérie Pécresse : "au lieu de laisser les condamnés chez eux, avec des bracelets électroniques, à se pavaner et à dire fuck la police, on les enfermerait dans d'anciennes casernes transformées en centres de détention" (interview du Point n° 2372 page 46, 15/02/18).

Et pour faire moderne ces nouveaux centres de détention seraient "basés sur la sécurité technologique...". Bref l'intelligence artificielle à la rescousse contre les miradors à l'ancienne. On retrouve bien sûr les mêmes idées pseudo-modernistes et humanistes dans le long discours d'Agén aux futurs surveillants sachant que le principal problème de leur recrutement c'est l'insuffisance croissante des candidats à ces fonctions dans le contexte actuel.

En conclusion nous estimons que l'on ferait bien de regarder parmi nos pays voisins comment pourrait-on faire autrement en rappelant cette donnée de base : à condamnations équivalentes les aménagements des peines avec un accompagnement réel et personnalisé conduisent à moitié moins de récidives.

Pour le groupe local de l'OIP Grenoble-Varces  
Jean-Félix Vial



## Assassinat de Marielle Franco, emprisonnement de Lula : où va le Brésil ?

**S**'il est un pays qui va très mal, c'est bien le Brésil, s'il est un peuple qui souffre c'est bien le peuple brésilien. Une scène parmi d'autres qui transpire l'indécence et surtout l'exclusion sociale ultra violente : mi-mars 2018, près de Salvador de Bahia (au Nordeste), 450 familles "sans toit", qui s'étaient installées récemment sur une colline et érigé des baraques de fortune avec tiges de bambou, plaques d'aggloméré, toiles de plastique, sont chassées brutalement à l'aube par la police militaire qui détruit tout, molestant les récalcitrants. Sous le regard placide d'une escouade de policiers, des employés municipaux remplissent une benne à ordures avec les restes dérisoires de ce qui fut l'"occupation Tubarão". L'ordre est venu du gouvernorat de Bahia, l'État dont Salvador est la capitale... pourtant tenu par le Parti des Travailleurs, le parti brésilien le plus progressiste ! Ce saccage donne à voir toutes les dimensions de la crise de l'habitat urbain. Fin juin 2015, on estimait à 7 millions le nombre de familles en mal d'habitation, soit environ 22 millions de Brésiliens (11% de la population). S'appuyant sur la Constitution, qui reconnaît à la terre une "fonction sociale", le MSTB (mouvement des sans-toit) de Bahia organise l'occupation des parcelles "vides", le propriétaire s'exposant à l'expropriation en cas de revendication légitime.

Avant d'évoquer la situation gravissime à laquelle est confronté aujourd'hui le peuple brésilien, un bref rappel historique. 1961, élection de Joao Goulart, progressiste, qui se prononce aussitôt pour une réforme agraire (1% des propriétaires détenaient et détiennent toujours 50% des terres) et le droit de vote des analphabètes. Il s'attire aussitôt les foudres des élites et est renversé par les militaires. Une dictature militaire qui sévira – au moins 500 opposants tués - jusqu'en 1985. 2002 : Lula, originaire du Nordeste, ancien syndicaliste sidérurgiste, représentant du Parti des Travailleurs (PT), est élu avec plus de 60% des voix au second tour des Présidentielles. "D'ici la fin de mon mandat, plus aucun



"L'ère Temer compte déjà plus de 100 assassinats dus à des conflits agraires"

Source : Autres Brésils [www.autresbresils.net/...](http://www.autresbresils.net/...)

Brésilien ne souffrira de la faim", promesse tenue. Mais il ne remettra pas en question le système libéral productiviste et en partie corrompu. Dilma Rousseff, issue également du PT, lui succédera début 2012, continuant la même politique sociale et politique... mais destituée en 2016 par la fraction la plus corrompue de la société brésilienne, remplacée par un certain Michel Temer, représentant des possédants notamment des gros propriétaires terriens.

Lors du Festival social mondial de Salvador - du 13 au 17 mars dernier - la réalité sociale brésilienne s'est exprimée fortement. D'une part, une marche spontanée d'hommage s'est déroulée aussitôt connu l'assassinat de Marielle Franco, élue noire, sociologue et militante des droits humains notamment au Brésil. Liz, étudiante brésilienne, décrit lors de ce Forum une "extermination" en cours dans les quartiers périphériques du Brésil. Être jeune et noire, c'est le profil le plus à risque dans ces quartiers, notamment les favelas. L'assassinat de Marielle Franco est à l'évidence un crime raciste. C'est aussi un "féminicide", clame une Brésilienne sur une pancarte.

### Cet empire dévorant de l'agro-industrie et pétrole "vert"... et maintenant ? Quel espoir ?

Le Brésil se place parmi les tout premiers producteurs agroalimentaires et agro-industriels du monde : café, canne à sucre, soja - le plus souvent transgénique -, coton, cacao, agrumes, pâte à papier et cellulose, viande bovine et porcine (répondant à la surconsommation européenne de viande et impliquant la substitution galopante catastrophique des prairies à la forêt amazonienne), sans oublier les agrocarburants pour produire le fameux éthanol. Un modèle de développement imposé par les gros industriels et les gros propriétaires, ceux-là

même qui ont destitué Dilma Rousseff, imposé l'emprisonnement – pour douze ans ! - de Lula, empêchant ainsi ce dernier de se présenter aux prochaines élections présidentielles (octobre 2018).

## Brésil

... / ...

Et qui envoient la police militaire dans les favelas pour "liquider" officiellement les trafiquants de drogue mais aussi les opposants et les militant.e.s comme Marielle Franco. Oui, le tableau est bien sombre, les acquis sociaux conquis avec Lula et Dilma Rousseff, même si leurs options productivistes et libérales étaient plus que contestables, ayant été abolis. La malnutrition voire la famine est réapparue, le chômage notamment des jeunes est massif. Il y a la destruction des lois sur le travail, et un amendement constitutionnel adopté récemment par la droite gèle tous les investissements sociaux pour vingt ans ! Un véritablement démantèlement social, humain.

Un espoir : on peut observer depuis plusieurs mois - et le dernier Forum social mondial ne peut que renforcer cette tendance - une alliance très large regroupant des mouvements sociaux, des artistes, divers secteurs de la société et un parti politique tel que le PSOL (Parti socialiste et liberté) pour porter un projet de résistance face à cette régression, ainsi qu'une perspective pour le peuple brésilien. A nous citoyen.ne.s français.es de rester attentifs à la réalité sociale brésilienne et d'apporter, dans la mesure de nos forces, notre attention et notre solidarité.

Jo Briant

## La Catalogne toujours sous tutelle

*Suite du décryptage de l'actualité catalane...*

**L'**article 155 (le contrôle politique des communautés autonomes par l'Etat) **est toujours en vigueur**. Ernest Maragall déclare, en s'attaquant au chef du gouvernement central Mariano Rajoy : *"L'Etat espagnol ne sait pas gagner ni convaincre, il sait juste écraser, humilier, et châtier l'adversaire"*.

Le 21 décembre, lors des élections législatives régionales, convoquées par Madrid, les partis indépendantistes remportent la majorité des sièges. (70 sur 135) le PPe (Parti populaire) subit le plus grand revers de son histoire avec 4 sièges. Les partis indépendantistes ont élu à la présidence du parlement un séparatiste convaincu de l'ERC (Gauche républicaine de Catalogne) Roger Torrent qui dit : "je vais respecter les droits d'expression de ceux qui sont ici et aussi celui de ceux qui ne peuvent pas être ici". Une référence au fait que 8 dirigeants se trouvaient en prison ou en exil, tous poursuivis pour sédition, rébellion et malversation. "L'existence de prisonniers politiques est une honte pour l'Espagne" a précisé le nouveau président du parlement catalan.

### La bataille avec Madrid s'engage

Les partis indépendantistes se mettent d'accord sur la candidature de Carles Puigdemont à la présidence de la Généralitat qui pourrait être investi à distance, les autorités de Madrid et les unionistes PP, Ciudadanos, PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) s'y opposent fermement, le règlement interdit aussi cette investiture à distance. Ces partis - PP, Ciudadanos (CS), PSOE - bloquent toutes propositions de candidat à la présidences : celle de Jordi Sanchez le responsable de l'ANC (Association nationale catala-

ne) élu et emprisonné, puis celle de Jordi Turull. Ils n'ont pas reconnu le résultat des élections démocratiques du 21 décembre et ont œuvré sans relâche pour empêcher coûte que coûte la formation d'un gouvernement catalan indépendantiste.

### Nouvelle escalade dans la répression

Vendredi 23 mars, le juge Llarena de la Cour suprême espagnole ordonnait l'inculpation de cinq membres du gouvernement et du parlement (qui avaient été libérés en novembre) dont Jordi Turull. Il relançait un mandat d'arrêt à l'encontre de six dirigeant.e.s qui avaient opté pour l'exil en Belgique en Ecosse et en Suisse (dont Marta Rovira, secrétaire générale de l'ERC qui avait refusé de se rendre devant le juge). C'est dans le cadre de ce mandat que Carles Puigdemont a été arrêté dimanche 25 mars, à la frontière par la police allemande, avec la collaboration des services secrets espagnols, tout près de la frontière danoise.



Manifestation pour la liberté des prisonniers politiques à Barcelone (photo AFP)

## Catalogne

... / ...

La journaliste Mariá De Delas a expliqué que **le problème dans la politique catalane est la judiciarisation** : "car ce ne sont pas les élus, les représentants du peuple qui décident mais le Tribunal Constitutionnel",

L'Etat espagnol poursuit de sa vindicte les responsables catalans coupables d'avoir proclamé l'indépendance de leur région après le référendum de l'automne dernier.

### Les réactions

En Finlande, Danemark, Belgique et Suisse, Carles Puigdemont est invité à participer à des conférences. Dans la Tribune de Genève, on peut lire que "la visite en Suisse de l'ancien président de la Généralité de Catalogne, exilé depuis six mois à Bruxelles, irrite particulièrement Madrid". Philippe Mottaz, responsable éditorial du FIFDH (Festival du film et forum international sur les droits humains) n'y voit aucun obstacle. "En cette année de célébration du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, nous avons aussi choisi de parler du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La politique et les droits de l'Homme nous paraissent insécables", rétorque-t-il.

**En Catalogne** : Dès vendredi 23 mars, à l'initiative des Comités de défense de la République (CDR), il y a eu de nombreuses protestations citoyennes dans l'ensemble la Catalogne contre ces inculpations. Mais avec l'arrestation de Carles Puigdemont, les manifestations convoquées par l'ANC, Òmnium cultural et les CDR ont pris une autre ampleur (mobilisations dans les capitales provinciales et au-delà) ainsi que l'organisation de barrages routiers et autoroutiers. Des heurts ont eu lieu à Barcelone et Lleida où les Mossos (police catalane aujourd'hui sous le joug du ministère de l'intérieur espagnol - art. 155) et la police espagnole ont fortement réprimé. La mobilisation se poursuit aussi au-delà : Pays valenciens, Baléares, Madrid.

Lundi 9 avril Puigdemont est remis en liberté sous caution par la justice allemande qui ne statuera que sur la prétendue malversation. Il est à Berlin.

Mardi 10 avril, des militants des CDR ont été arrêtés, considérés terroristes... pour avoir organisé les manifestations citées plus haut.

Au siège du parlement catalan, le responsable de l'assemblée Roger Torrent a poursuivi ses consultations et une nouvelle commission d'investiture sera organisée. Jordi Sanchez sera à nouveau proposé. Une lettre a été adressée au juge du tribunal Suprême, Pablo Llarena afin que Jordi Sanchez puisse sortir de sa prison pour assister au débat de son investiture en tant que président de la Generalitat.

Conscient d'un possible refus de la part du juge, R Torrent veut démontrer que cette proposition d'investiture d'un député ayant tous ces droits civiques, n'ayant aucune condamnation, met en évidence que c'est bien l'Etat espagnol lui qui l'empêche. Il est difficile de comprendre que le Tribunal Suprême décide de continuer avec la régression des droits politiques au lieu de les protéger. En tant que Président du Parlement, il a assuré que "c'est à moi à défendre ces droits et je les défendrai jusqu'aux dernières conséquences". Il a insisté sur la nécessité d'être capable de former un gouvernement mais pas à n'importe quel prix a-t-il précisé.

**On ne vit pas l'apaisement, mais que cherche-t-on ? Veut-on jeter les indépendantistes dans des actions violentes alors que le pacifisme est une de leurs bannières ?** Pour l'ensemble de l'Espagne, cette crise catalane ne cache-t-elle pas des problèmes sociaux espagnols comme la pauvreté, les inégalités, le chômage, le travail précaire et surtout n'étouffe-t-elle pas le débat sur la corruption qui frappe essentiellement le PP (parti le plus corrompu d'Europe) ? **Est-ce vraiment une manière de faire de la politique en démocratie ?**

**Nous devons exiger partout la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés, le retrait immédiat de l'article 155.**

**Soyons vigilants, la répression continue.**

*Pilar de Bernady*



*Police vs manifestants à Barcelone (Source Secours rouge)*



## BatukaVI : avec les Burkinabés et sans les Palestiniens

**D**urant les vacances scolaires de février 2018, la Troupe BatukaVI, portée par l'association Afric'Impact, a enfin eu la chance de recevoir la Troupe Batuca'Ouaga, principalement sur le quartier de la Villeneuve de Grenoble, à travers l'Echange Batuk'Alp III..

**"Batuca'Ouaga"... sous la neige :-)**



Février 2018, échange Batuk'Alp III Les Ouagalais

Co-crée lors d'un séjour d'enfants de la BatukaVI en février 2013 dans le quartier ouagalais de Gounghin au Burkina Faso, à l'occasion de la 23<sup>ème</sup> édition du FESPACO, cette batucada (ensemble de percussions brésiliennes de rue) est gérée par René Fidèle Nitiema dit "Fido" au sein de l'atelier artistique Kaam Zoug Bangré, partenaire d'Afric'Impact depuis 1999. Aidé de plusieurs animateurs bénévoles, Fido a fait de ce projet le principal vecteur d'activités de son atelier, pleinement impacté par l'effondrement du tourisme au Burkina Faso avec la montée du terrorisme ambiante. Chaque mois, dans la commune de Ouagadougou mais pas uniquement, la Troupe Batuca'Ouaga sort animer divers événements culturels ou sociaux.

Après une première tentative avortée en 2015, la réciprocité du merveilleux séjour vécu par la BatukaVI sur Ouagadougou (cf. film en ligne) s'est réalisée sur Grenoble, et dans ses environs, au travers d'un accueil qui a été superbement apprécié par nos invités.

En effet, du 17 au 28 février, entre répétitions matinales, découvertes touristiques ou représentations artistiques ensuite et soirées culturelles enfin, les échanges ont été denses et très riches entre ces 7

enfants burkinabés présents et l'ensemble de ceux de la BatukaVI (impliqués par groupe de 7 en rotation). Organisées thématiquement, chaque journée a été le fruit d'intenses moments de partage, de complicité et de rire jusqu'aux derniers instants où les larmes ont été longues à sécher.

Cette connivence a été partagée sur Grenoble, mais aussi sur Echirolles, Pont de Claix, Saint-Martin d'Hères et encore sur le Plateau du Vercors où, forcément, nos jeunes burkinabés se devaient d'aller toucher la neige... et faire de la luge... et batucader dans le froid.

Le froid, ils l'ont aussi connu dans la vallée car leur séjour a correspondu avec la plus grande période de froid vécue en France depuis longtemps. Mais personne n'a été malade et l'implication de nos familles du quartier de la Villeneuve, chez qui dormaient nos partenaires, s'est aussi traduite par le (sur-)équipement vestimen-

taire dont les Ouagalais ont fait l'objet !

Entre les animateurs ouagalais accompagnants et responsables grenoblois d'Afric' Impact, nous avons aussi pris le temps de parler d'avenir et de projets, comme celui de créer le Centre Batuca'Ouaga, un espace d'accueil international et de développement de pratiques artistiques et artisanales, en particulier autour de la batucada... bien évidemment !

C'est avec le soutien du Service des Relations Internationales de la Ville de Grenoble, et du Dispositif V.V.V.S.I., parrainé par le C.I.I.P., que Séjour au Burkina Faso de février 2013 et Accueil en France de février 2018 ont été rendus possibles, complétés par des prestations musicales assurées par la BatukaVI durant l'année.

**"Batuca'Saïda"... restée au Liban :-)**

La venue de Batuca'Ouaga en février a été précisée, en janvier, par une visite préparatoire au Burkina Faso assurée par Willy, directeur de BatukaVI, et Jérôme Bayet, plasticien émérite sur nombre de carnavales de l'agglomération mais aussi concepteur de marionnettes géantes sur le Défilé des Tuiles. Leur but était de finaliser la fabrication de deux marionnettes (cf. photo page suivante) avec les enfants de



# Voyager autrement

## BatukaVI

... / ...

l'A.A.Z.K.B., débutées en France en compagnie de Fido pour accompagner leur batucada. Il s'agissait aussi d'y rencontrer le nouveau vice-consul de France en charge du service des visas français délivrés au Burkina Faso. Bien nous en a pris !

Et c'est ce que nous avons aussi fait en février 2017 pour faciliter le séjour des huit jeunes de la BatukaVI échangeant avec des jeunes

Palestiniens du camp d'Aïn El Helwé en août suivant au Liban ... mais aussi pour préparer la venue de ces derniers sur Grenoble en février 2018.

Jusqu'à quelques jours du début de l'échange BatukaVI de février, sept enfants palestiniens de la Troupe Batuka'Saïda (batucada ainsi co-créée par BatukaVI au Liban en août 2017 avec des jeunes issus de ce camp de réfugiés sur Saïda où était d'ailleurs encore présent Jérôme et ses marionnettes) et leurs animateurs étaient aussi attendus en France. Ceux-ci n'ont toutefois pas eu leurs visas à temps, qui plus est refusés une fois leur avion parti. Qu'à cela ne tienne, ils étaient réinvités du 7 au 15 avril durant les vacances scolaires suivantes, persuadés que nous étions que nos familles du quartier allaient pouvoir leur offrir un accueil aussi fantastique que celui ainsi reçu par Batuca'Ouaga !

Jusqu'à ce que, le lundi 2 avril, nos amis palestiniens essuient un second refus de visas de la part du Consulat de France au Liban et de son tout nouveau vice-consul... qui a jugé que nos, nombreux, documents fournis n'étaient pas fiables et que le risque était trop grand de voir les enfants palestiniens demeurer en France à l'issue de leur séjour



Batuca'Ouaga, février 2018

passé en Isère, correspondant à des vacances scolaires libanaises. Car, bien entendu, il était tout à fait dans nos intentions de les arracher à leurs familles, de les adopter, de les déscolariser, de les...

Oscillant entre déception, tristesse et colère, les membres enfants et adultes de BatukaVI vont tout de même tenter une troisième fois, mais à une échéance plus lointaine, de faire venir en France nos jeunes camarades car un échange n'est véritable que s'il y a réciprocité.

### "Batuca'Rio" ... dans l'émotion :

Pour finir sur une note positive, ajoutons que l'échange BatukaVI de février a bénéficié de la présence rayonnante de la jeune Isis, nouvelle directrice brésilienne de 23 ans de la Batucada d'enfants co-créée par BatukaVI dans la favela de Vidigal sur Rio de Janeiro à l'occasion de nos deux précédents séjours. Ce qui est un peu un comble, non !? Ben oui, qu'une batucada de France contribue à la création d'une batucada au Brésil dans cette favela qui ne disposait pas d'un groupe de percussions d'enfants. Isis a contribué activement à cette belle rencontre en y apportant ses compétences de musicienne, son sourire et sa bonne humeur.

Vous pouvez relire ou découvrir un résumé des échanges Batuca'Ouaga 2013, Batuca'Rio 2014 et 2016 et Batuca'Saïda 2017 dans les pages de votre Inter-Peuples préféré et sur le site du C.I.I.P. D'autres aventures sont à suivre sur notre futur site internet bientôt en ligne. Grand merci au C.I.I.P. de nous accompagner aussi activement sur toutes ces belles rencontres.

*La BatukaVI*



Batuca'Saïda : Khan El Franj Aïn El Helwe, août 2017

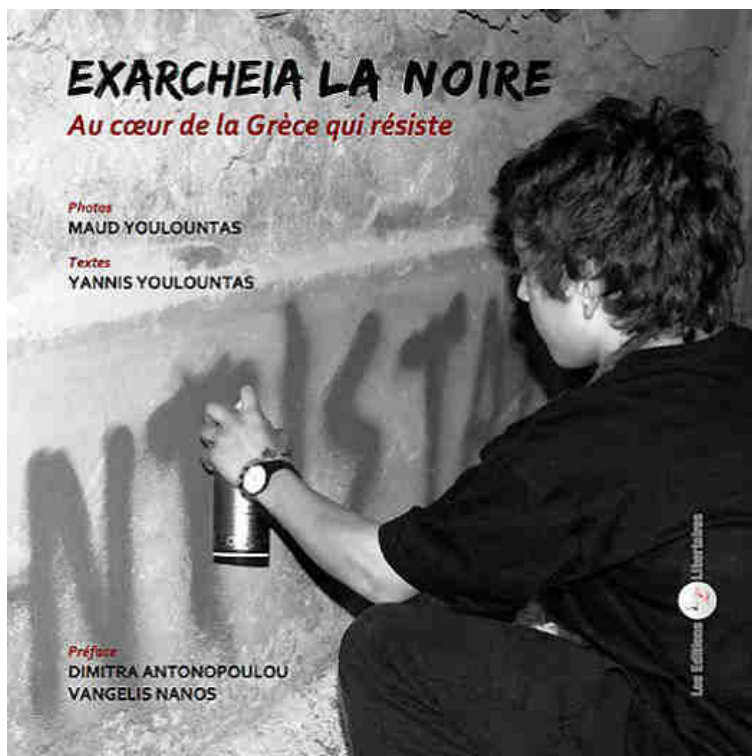
## Exarcheia : "Ne vivons plus comme des esclaves" !

**E**n Grèce Aube Dorée est un mouvement qui ne cache pas son idéologie néonazie en défilant aux cris de "sang, honneur, patrie" et en bastonnant les migrant-e-s. Son hymne présente ses membres comme "les nouveaux spartiates" guidés par "la lumière de l'hellénisme" qui proclament que "nous voulons une Grèce nouvelle qui dominera toute la Terre".

Ces néonazis continuent à occuper le terrain par la violence, même si leurs députés sont en procès. Par exemple : après s'en être pris en août au centre social progressiste Favela au Pirée, ils l'ont réattaqué en février, faisant cinq blessés dont deux graves. Ensuite, à leurs habitudes, ils s'en sont pris à un squat d'Athènes : Aube dorée reproche vertement à ces lieux d'abriter des immigré-e-s. Auparavant elle n'avait même pas hésité à attaquer une école où il y avait des enfants étrangers. Les perquisitions chez les agresseurs faites par la police, pourtant souvent indulgente à leur égard, ont découvert, sans surprise, de la propagande fasciste et des armes.

D'un autre côté, pour asseoir leur influence, en particulier dans le quartier de Kipseli à Athènes, les néonazis organisent des distributions de nourriture, des dons de sang, des aides financières pour ceux et celles qui souffrent cruellement des mesures imposées à la Grèce par ses créanciers et qui ont plongé une large partie de la population dans la misère. Bien évidemment seul-e-s ceux et celles qui peuvent présenter une carte d'identité grecque en bénéficient : les migrant-e-s sont impitoyablement rejeté-e-s de cette solidarité très sélective. Hélas cela marche : à Kipseli, Aube dorée fait des scores importants et a de 20 à 30 % de sympathisants.

À quelques rues de là, le quartier Exarcheia s'est proclamé antifasciste et le tableau y est tout autre. Dans état d'esprit opposé, des activistes, pour



une part d'inspiration anarchiste, mais pas uniquement, animent des lieux alternatifs destinés à toute la population, grecque ou immigrée, là aussi défavorisée et aux ressources drastiquement diminuées et souvent privée de ses droits sociaux : un centre de soin indépendant, des cours gratuits, des AMAP et un marché de vente directe par des paysans de la périphérie, une épicerie sociale, des

cuisines solidaires, des cafés servant d'espaces de rencontre, des radios libres, des librairies alternatives. Les habitant-e-s apprécient ces lieux et services et cultivent un art de vivre en commun en rupture avec les modes dominantes : il y a trois fois moins de télévisions à Exarcheia qu'ailleurs... Bien évidemment, fort des idées progressistes de leurs animateurs, ces lieux sont largement ouverts aux migrant-e-s qui savent, les militant-e-s veillant vaillamment au grain, qu'ils et elles peuvent y trouver refuge, à l'abri des policiers qui s'y aventurent peu, et à celui des néonazis qui en ont été chassés. Oui ce lieu est exemplaire et mérite d'être connu et soutenu !

Olivier Potet

Pour aller plus loin :

**Livre :** "Exarcheia la noire : au cœur de la Grèce qui résiste" de Maud YOULOUNTAS et Yannis YOULOUNTAS - Les éditions libertaires, n.p. Disponible au centre de documentation du CIIP de Grenoble

**Film :** "Sur la route d'Exarcheia - Récit d'un convoi solidaire en utopie". Eloise LEBOURG

**Article en ligne :** [Grèce : Exarcheia, quartier libre](http://www.ritimo.org/Exarcheia-quartier-libre)  
[www.ritimo.org/Exarcheia-quartier-libre](http://www.ritimo.org/Exarcheia-quartier-libre)



## Point d'eau

**Q**uand a été créé "Point d'eau" ? Avec quels objectifs au départ ?

Point D'eau a été créé en 1991 pour une ouverture en 1993. C'est un consortium d'association qui ont porté la création dans un seul but : **développer des services d'hygiène pour les personnes en grand de précarité**. L'agrément Fondation Abbé Pierre a été obtenu très rapidement en 1994.

*Comment a évolué Point d'Eau, quels types de publics accueille t-il ? Que leur propose t-il ?*

Point d'eau a assez vite intégré des activités montagne, randonnée.

Depuis plus de 15 ans, un dispositif de permanence intégrée a été développé pour des structures comme AIDES, ou l'équipe mobile psychiatrie précarité. Aujourd'hui ce sont plus de 8 permanences intégrées qui sont organisées chaque semaine sur la structure : Planning familiale, AIDES, Prométhée, Point Accueil Jeune, Equipe mobile Psychiatrie précarité, Médecin généraliste, Ostéo, Mission locale...

Quatre missions structures les activités aujourd'hui :

- Accès aux droits : Avec la fermeture des services sociaux dédiés aux grands précaires (le Sathis) l'accès aux droits est devenu un des axes majeurs de travail.
- Accès aux soins et aux services de santé : service dédié, vaccination, accompagnement physique.
- L'hygiène: douche machine, bagagerie.
- La remobilisation : programme de service civique pour jeunes en errance; participation a tous les échelons de la structures, ateliers cuisine, couture...

*De combien de personnes est constituée l'équipe permanente d'accueil de Point d'Eau ? Les fonctions, responsabilités de chacun et chacune.*

L'équipe est aujourd'hui constituée de :

- 6 permanents : directeur, éducateurs spécialisés, responsable de programme service civique, personnel d'entretien,
- 35 bénévoles,
- 6 personnes en service civique, bénévoles issus du public,
- quelques stagiaires.



*Activité pétanque*

*Quels types d'activités culturelles, sportives et autres sont proposées ?*

Activités sportives : sortie montagne, pétanque, ping-pong, participation aux rencontres sportives de la Fondation Abbé Pierre, tournois divers.

Activités cinéma, sorties culturelle, créatives...

*Quels sont vos financements ? et les horaires ?*

Nos sources de financements : Fondation Abbé Pierre, État (DDCS), Département de l'Isère, CCAS de Grenoble, Agence régionale de santé, Fondation de France.



*Sortie montagne*

### Contacts

31 rue Blanche Monier, 38000 Grenoble  
04 76 44 14 04 - [pointeau@wanadoo.fr](mailto:pointeau@wanadoo.fr)  
[www.pointdeau.org/](http://www.pointdeau.org/)

Horaires d'ouverture :

Lundi 8h30-12h et 14h-17h,  
Du mardi au vendredi 8h30-12h.

# Nous avons aimé

## Paroles de Mai 68

**OSONS ! Soyez réalistes, demandez l'impossible !**

(Université de Censier)

**Dans les chemins que nul n'avait foulés, RISQUE TES PAS !**

**Dans les pensées que nul n'avais pensées, RISQUE TA TÊTE !**

(Escalier, Hall Odéon)

**Notre espoir ne peut venir que des sans espoir**

(Hall, Sciences Po)

**Il est interdit d'interdire**

(Amphi musique, Sorbonne)

**Tout pouvoir abuse.**

**Le pouvoir absolu abuse absolument**

(graffiti, escalier C, Nanterre)

**Ne changeons pas d'employeurs,  
changeons l'emploi de la vie**

(graffiti à la Sorbonne)

**Tout le monde doit devenir balayeur à temps partiel,  
pour qu'il n'y ait plus de balayeur à temps complet**

(Sciences Po)

**Consommez plus,  
vous vivrez moins**

(Hall Richelieu)

**L'ÉCONOMIE EST BLESSÉE,**

**QU'ELLE CRÈVE (Censier)**

**Ne me libère pas, je m'en charge**

(Bâtiment GH à Nanterre)

**En faisant la grève illimitée, les travailleurs ont fait la part des choses.**

**LE BIEN-ÊTRE : OUI, L'ESCLAVAGE : NON (Censier)**

**Les mauvais jours finiront**

(Censier)

**La forêt précède l'homme, le désert le suit**

(graffiti dans le hall du grand amphi de la Sorbonne)

**Je suis au service de personne, pas même du peuple**

**et encore moins de ses dirigeants (graffiti à Censier)**

**Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans sa référer explicitement à la vie quotidienne,  
sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes,  
ceux-là ont dans la bouche un cadavre**

(Tract Enragés internationale situationniste)

**ESPÉRANCE : NE DÉSESPÉREZ PAS, FAITES INFUSER DAVANTAGE**

(Cour, Sorbonne)

**Sous les pavés, la plage**  
(graffiti à la Sorbonne)

**Cours camarade, le vieux monde est derrière toi**

(graffiti rue Rotrou, près de l'Odéon)

**On achète ton bonheur,  
vole-le !**

(Hall Richelieu)

**Inter-Peuples - Publication du Centre d'Information Inter-Peuples - Maison des Associations - 6, rue Berthe de Boissieux - 38000 GRENOBLE - Tel : 04.76.87.59.79 - Courriel : ciip@orange.fr - Site web : www.ciip.fr**

### BULLETIN D'ADHESION AU CIIP

**Renvoyer ce bulletin au CIIP, Maison des Associations, 6 rue Berthe de Boissieux, 38000 GRENOBLE**

NOM Prénom : .....

Adresse : .....

Courriel : .....

En adhérant au CIIP, vous recevrez **Inter-Peuples** que vous pouvez choisir de recevoir en :  
version papier  OU version électronique

Adhésion institution :  50 € Adhésion ordinaire :  40 €

Adhésion de soutien :  50 €  75 € (ou plus)  "Petit budget":  18 €